

D É C I S I O N D U M A I R E
PRISE EN L'APPLICATION DE L'ARTICLE L.2122-22
DU CODE GÉNÉRAL DES COLLECTIVITÉS LOCALES

Marchés Publics (1.1)

Accord-Cadre N°2025-0019 MARCHE DE SERVICES ET DE SYSTEMES DE TELECOMMUNICATIONS pour lot n°1 MCO et infogérance informatique et pour lot n°2 Fourniture d'équipements et logiciels informatiques

Le Maire de la Ville de BRIARE-le-Canal,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 2122-22,

Vu la délibération du Conseil Municipal du 20 juillet 2020, relative aux délégations consenties en application des dispositions de l'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Considérant l'avis d'appel public à la concurrence publiée le 16 juillet 2025 sur la plateforme dématérialisée des marchés publics « marches-publics.info », au BOAMP,

D E C I D E

Article 1 : l' accord-Cadre N°2025-0019 MARCHE DE SERVICES ET DE SYSTEMES DE TELECOMMUNICATIONS pour lot n°1 (MCO et infogérance informatique) et pour lot n°2 (Fourniture d'équipements et logiciels informatiques) est modifié par l'avenant n°1 :

– **pour lot n°1** : une moins-value suite à l'introduction d'une variante MSP (Managed Service Provider) incluant une tarification forfaitaire mensuelle au nombre de postes et de serveurs (anti-virus inclus) et une localisation des secteurs, soit un nouveau montant global HT de 133 440 euros HT, soit un écart de -13,17%

– **pour lot n°2** : une moins-value suite à la mise à jour du montant du marché pour le lot n°2 due à l'intégration de l'antivirus, par la variante, dans le lot n°1, soit un nouveau montant global HT de 54 593,52 euros HT, soit un écart de -3%

Article 2 : La présente décision sera inscrite au registre des délibérations de la commune.

Ampliation du présent arrêté sera adressée à :

- Madame la Préfète du Loiret,
- Monsieur le Responsable du SGC de Gien.

Fait à Briare, le 19 décembre 2025

Le Maire,

Le Maire

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,
- informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de d'Orléans dans un délai de deux mois à compter de sa publication.



Pierre-François BOUGUET



Villes et Villages Fleuris
LE LABEL NATIONAL DE LA QUALITÉ DE VIE